
le fond du problème

texte A

Pour aborder au fond les problèmes qui se posent au Parti et l'agitent actuellement, nos débats doivent être menés — autant que possible ! — sans ces arrières-pensées et ces procès d'intention qui ne peuvent que les obscurcir et en déformer les résultats. Notre première tâche est d'analyser la situation — la situation telle qu'elle est et non pas telle que nous pourrions la rêver — en écartant le raccourci magique qui part de la crise (mondiale) du capitalisme (en pleine décomposition) et aboutit à l'inéluctabilité de la révolution socialiste

En visant moins haut, en s'attachant modestement à étudier ce qui se passe autour de nous, on peut constater que la crise économique provoque en France un double phénomène : un accroissement constant du potentiel électoral de la gauche, et un relatif attentisme des masses populaires, acculées bien souvent à la défensive par la menace du chômage et la répression patronale. L'union de la gauche bénéficie de la montée générale du mécontentement; celui-ci ne se traduit pas encore par le développement d'un mouvement de masse qui tout à la fois soutiendrait les partis ouvriers et leur imposerait ses propres objectifs. Tout se passe au contraire comme si les travailleurs voyaient dans l'accès de la gauche au gouvernement le seul moyen de débloquent la situation sociale et économique et de permettre la contre-offensive contre la bourgeoisie.

Les limites actuelles du mouvement social, le caractère envahissant de « l'horizon 1978 » expliquent la polarisation politique d'une majorité de travailleurs, et même des militants ouvriers parmi les plus combattifs, autour des partis du Programme commun. Sans même se faire d'illusions sur la volonté de ceux-ci de bouleverser la société, les travailleurs suivent les réformistes parce qu'ils leur paraissent offrir la seule issue possible.

Nous savons tous que cette situation met les révolutionnaires en difficulté, les place dans une position d'isolement et d'attente inconfortable. Il faut savoir faire face à cette difficulté, et préparer activement cette fameuse issue et ses lendemains.

Comment y répondre : pour parler sans fioritures, les camarades des deux tendances minoritaires nous offrent des recettes éprouvées — éprouvées par les échecs répétés que des orientations comparables ont provoqués dans le passé.

Ces recettes mettent en œuvre des moyens différents, mais aboutissent au même résultat prévisible. Le repli sur soi : voilà la panacée. Puisque nous sommes isolés, isolons-nous davantage !

Le texte C, qui part d'une curieuse inversion de l'analyse (ce serait, non pas la situation d'ensemble,

les données actuellement défavorables de la lutte des classes, mais la seule orientation de la direction du Parti qui expliquerait nos difficultés), nous propose deux solutions : l'immersion dans les luttes, la réflexion théorique. Deux objectifs importants, mais qui ne feront pas avancer d'un poil les travailleurs vers la conquête du pouvoir s'ils ne s'inscrivent pas dans une stratégie politique. Si le PSU se cantonne dans ce double rôle du « Comité national de soutien aux luttes » et du « Bureau d'Etudes Théoriques », s'il élude ainsi le problème de la confrontation avec le réformisme sur le terrain, il est condamné à la régression et à l'impuissance.

Le texte B nous dit : isolons-nous à plusieurs, en regroupant tout ce qui, dans l'extrême gauche, évolue un tant soit peu hors des impasses sectaires traditionnelles. C'est la nième version du « Tiens, au fait, si on construisait le parti révolutionnaire ? » Mais il ne s'agit pas de construire une nouvelle boutique à partir du PSU et des militants « avancés » issus du trotskisme. Toute limitation du rassemblement autogestionnaire à un noyau dur de convaincus (dotés de surcroît d'orientations stratégiques et tactiques fort divergentes) ne pourrait aboutir qu'à un rassemblement étrié coupé des larges secteurs militants qui ont une pratique et des aspirations autogestionnaires mais subissent encore l'emprise de la « crédibilité » réformiste, ou oscillent sans pouvoir choisir. Car c'est précisément avec ces secteurs que les militants révolutionnaires et autogestionnaires (dont ceux du PSU) pourront construire un vrai parti ouvrier autogestionnaire et révolutionnaire, quand les atermoiements et l'insuffisante congénitale du réformisme auront accéléré leur prise de conscience. Et c'est bien pourquoi la coordination des militants et des forces autogestionnaires doit prendre aujourd'hui la forme la plus souple et la plus ouverte possible, et non celle d'une marche forcée vers le parti des convaincus.

Outre cette préoccupation fondamentale, et en étroite liaison avec elle, le parti doit se présenter aux travailleurs comme une force engagée dans la bataille unitaire et leur proposant des objectifs réellement alternatifs à la domination capitaliste.

Sa politique doit allier le développement de la tactique unitaire à l'affirmation de son indépendance complète et de la voie originale qu'il propose. Il doit rechercher toutes les possibilités d'action commune affaiblissant la droite et créant les conditions de la mobilisation populaire, cette recherche n'implique nullement un ralliement au Programme commun. Bien au contraire, elle est incompatible avec cette solution désespérée et liquidatrice. C'est en restant nous-mêmes, en proposant nos propres solutions, en approfondissant notre critique de la stratégie et

du Programme réformiste (mais devant les masses, et non dans notre tour d'ivoire !), en conjuguant la volonté unitaire et la liberté d'expression la plus totale que nous pourrions pleinement jouer notre rôle: ni spectateurs, ni otages — révolutionnaires tout simplement. ■

François TURQUAN

questions et réponses

texte B

Le débat, bien rapide, qui précède la tenue de notre X^e Congrès, a vu fleurir toutes sortes de caractérisations et d'analyses des positions en présence. Dans notre tribune précédente (cf. TS N°725) nous nous sommes efforcés d'analyser la politique préconisée par le courant A, à partir de ses propres documents et pratiques.

Par contre la polémique lancée contre notre courant s'est faite soit sur le mode de la caricature, soit sur celui pur et simple du haro contre les « saboteurs » du parti. C'est à ces accusations qu'il faut maintenant répondre afin, qu'au minimum, chacun saisisse où sont, réellement, les divergences.

Première affirmation : La stratégie de la tendance B se résume en ceci : « Les réformistes au gouvernement, les révolutionnaires dans la rue ».

Deuxième affirmation : L'objectif de la tendance B c'est la construction « tout de suite «du» parti révolutionnaire »...

Troisième affirmation : ...En réalité, c'est la fusion avec la LCR».

Quatrième affirmation : sur la question du fonctionnement du parti le courant B se réduit à proposer des modifications techniques.

Chacune de ces affirmations mériterait une réponse développée. Avant d'y répondre succinctement il faut pourtant poser un préalable.

L'objectif de notre tendance est de réorienter le parti dans son ensemble, dans le sens de ce qu'il a représenté, particulièrement depuis Mai 68 : **un parti socialiste révolutionnaire combattant les variantes stalinienne et social-démocrate du réformisme, en s'appuyant sur les travailleurs les plus combattifs. Un parti prêt à se dépasser lui-même, dans un regroupement politique des révolutionnaires autogestionnaires, afin de créer l'alternative indispensable capable, aux moments décisifs, de jouer un rôle dans la prise du pouvoir par le prolétariat.** C'est cela qui détermine nos propositions et les moyens que nous nous sommes donnés pour les faire débattre.

le point de passage

Les luttes, avons-nous dit, ne donnent pas la réponse à tous les problèmes posés par la période. Une stratégie qui ne se baserait que sur l'animation, le soutien et la popularisation des combats « exemplaires » *refléterait forcément, le cours que prennent ces luttes aujourd'hui*: attentisme préélectoral, contradiction entre forme et contenu de ces luttes et les illusions quant au débouché politique offert par l'union de la gauche ; dans ce cas le parti perdrait ce qui fait la raison d'être de toute organisation politique : proposer les solutions politiques globales qui permettent à la classe ouvrière de progresser dans son autonomie, son unité et sa volonté consciente de briser l'appareil d'Etat bourgeois.

Ceci les camarades du courant A le comprennent. Mais à leur(s) manière(s): le gouvernement de l'union de la gauche est un point de passage obligé.

Nous sommes partis dans notre document d'une préoccupation similaire, car il est vrai qu'il n'y a pas continuité linéaire entre une grève dure avec occupation par exemple et la prise du pouvoir. Il faut une orientation politique capable d'assurer la transition entre les luttes immédiates et la prise du pouvoir. S'en remettre au « les réformistes au gouvernement, les révolutionnaires dans la rue » serait un absurdité. Mais en quoi, combattre **pour une solution ouvrière au plan politique** — ce que n'est ni par son programme, ni par sa composition, l'union de la gauche — est-elle une vue de l'esprit, qui se résumerait concrètement à cette formule lapidaire qu'on nous prête ? A moins évidemment que l'on pense que c'est une bataille perdue d'avance **(dans ce cas soyons «réaliste» et passons par l'infléchisse-**

ment de l'union de la gauche, ce qu'il vaut mieux faire de l'intérieur — cf. le débat au sein de la majorité—) ou que l'on considère que le PC et le PS ne sont pas des partis ouvriers (comme le fait le courant C qui ne retient comme critère de définition que la composition sociologique).

Au contraire de ces deux dérives, nous partons du mouvement réel (et contradictoire) de la classe ouvrière, qui se reconnaît encore majoritairement dans ses partis traditionnels. Une solution politique transitoire passe donc par eux. Mais pour que cette solution ait une dynamique révolutionnaire, il ne suffit pas de mettre PC et PS au pied du mur à la manière de l'AJS-OCI.

C'est là qu'un parti comme le nôtre peut jouer un rôle :

- en proposant que l'unité des partis ouvriers ne soit pas limitée au sommet mais qu'elle s'ancre **dans des comités unitaires à la base ouverts à tous** ;
- en combattant pour que cette unité se réalise **contre tout compromis avec la bourgeoisie** ou

Par contre nous sommes persuadés que s'il peut y avoir processus révolutionnaire, il n'y aura pas **vic-toire de la révolution** sans l'émergence d'un (ou plusieurs) parti(s) de ce type.

A l'évidence, les « modèles » hérités du passé, ne correspondent ni au contenu nouveau (autogestionnaire) des luttes d'aujourd'hui, ni à la conscience accumulée de la classe ouvrière.

Définir ce qu'est un parti autogestionnaire n'est pas une tâche facile. Cela mériterait, comme l'avait décidé Amiens, un débat particulier. Les préoccupations générales qui ont animé les rédacteurs du texte C, sur ce point, nous semble partageables par de nombreux militants de notre parti qui a le triste privilège de combiner dans son fonctionnement les aspects les plus néfastes des structures des organisations traditionnelles.

Mais le congrès n'abordera pas, malheureusement, les questions de fond, et nous nous sommes contentés dans cet esprit de faire *quelques propositions précises minimum*.

Mais la réflexion sur « quel parti pour l'autogestion »



fractions bourgeoises ;

- en exigeant que cette unité se base sur **les revendications de la classe ouvrière**, et qu'elle combatte tout de suite pour leur satisfaction ;
- **en renforçant le courant révolutionnaire** en l'aidant à s'unifier sur des bases autogestionnaires.

quel parti ?

C'est là qu'intervient la question « du » parti révolutionnaire. Contrairement à d'autres camarades, nous n'avons pas la conception « du » parti révolutionnaire représentant la conscience de la classe ouvrière. Nous ne nous retrouverons plus jamais dans la situation de la Russie de 1917.

ne peut paralyser **l'action immédiate** pour créer les conditions de la formation d'un tel parti « intellectuel collectif ».

Nous n'avons pas la stupidité de penser, que sans une **recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier** (qui passera par des crises et des ruptures) il est possible de construire « le » parti révolutionnaire. Ce qui est par contre nécessaire et possible *aujourd'hui*, c'est la constitution d'une force politique ayant une base de masse.

Et si cela peut, à un moment donné, passer par des rapprochements avec d'autres organisations ceux-ci ne seraient possibles et intéressants que s'ils sont le produit de propositions politiques plus larges visant à regrouper les travailleurs et militants

de la gauche syndicale, des mouvements nationalistes, écologiques, de femmes, du cadre de vie, etc. C'est là le contenu concret d'une politique de rassemblement des partisans révolutionnaires de

l'autogestion, tâche que le parti, aurait dû engager avec force depuis Orléans. Il n'est peut-être pas trop tard. ■

quelle voie pour l'autogestion socialiste ?

texte C



Actuellement, si l'on observe l'évolution de la crise de restructuration capitaliste en France, ce qui frappe d'abord, c'est la crise d'autorité sans précédent subie par le pouvoir; son incapacité à proposer selon son rôle traditionnel des réponses en termes gouvernementaux. Les problèmes auxquels ce pouvoir essaie de faire face, tant sur le plan économique que politique, vu son incapacité à dégager un consensus, sont de plus en plus complexes, et sa marge de manœuvre ne cesse de se réduire

De plus, il est confronté de façon croissante à un phénomène de résistance de la part de ceux à qui il prétend appliquer ses directives. Ceux qui exécutent, qui subissent les décisions tendent de plus en plus à remettre en cause la capacité et l'autorité de ceux qui veulent tout diriger, prétendent tout savoir : en un mot, les compétents. Une illustration frappante de cette situation est l'opposition sans cesse croissante que rencontre le « schéma nucléaire » ; vision d'une société hypercentralisée où « ceux qui savent » imposeront leur conception de l'avenir à ceux qui devront se contenter de subir et de se taire.

Face à ces difficultés accrues, l'union de la gauche tend à apparaître aux yeux de « l'opinion publique » comme mieux capable d'apporter une réponse à la fois plus novatrice et sécurisante. L'alternative d'une autre majorité devient crédible même pour le pouvoir. Pourtant, au fur et à mesure que s'aggrave cette véritable crise de société, les réponses de la gauche « responsable » se font de plus en plus floues : les institutions seront respectées, la dictature du prolétariat abandonnée (même si le concept doit aujourd'hui être précisé). Les syndicats censés représenter les travailleurs hésitent à les appuyer dans leurs luttes : « Les syndicats sont prudents » (cf. *Le Figaro* du 4 janvier). Il semble que, sentant le pouvoir à portée de la main, les organisations qui soutiennent le Programme commun aient décidé d'organiser autour d'elles l'attentisme préélectoral

Si une victoire de l'union de la gauche paraît aujourd'hui possible, le PSU risque, comme c'est déjà le cas actuellement, de voir notamment deux écueils réduire à néant sa capacité d'intervenir et de

se situer sur le terrain de la lutte des classes. La première erreur peut être le suivisme, ou même la non remise en cause de la pratique d'organisations de type PC, PS, se bornant à occuper (temporairement...) les appareils comme seule réponse aux aspirations des travailleurs à s'auto-organiser là où ils vivent et travaillent. Une deuxième faute consisterait (à supposer que nous en ayons encore les moyens) à adopter un « avant-gardisme » militant qui aurait pour résultat de parcelliser les luttes, de les couper de leur environnement social rendant ainsi impossible la construction de l'unité populaire.

Vu la difficulté d'éviter l'un ou l'autre travers, comment le parti peut-il se situer dans une telle conjoncture ? On peut tenter d'apporter une réponse en observant que le PSU a pu occasionnellement faire apparaître une alternative à celle consistant uniquement à occuper l'appareil d'Etat. Cette stratégie a consisté, à partir de luttes ouvrières menées sur les lieux de travail (du Joint français à Lip) à faire prendre en compte ces luttes et les associer à l'ensemble de la population tant sur le plan régional que national, de façon à faire apparaître un pouvoir populaire face au pouvoir patronal. Par ailleurs, le PSU s'est affirmé en prenant part à des luttes exprimant des préoccupations communes à des catégories sociales différentes (c'est le cas du mouvement antinucléaire, du Larzac, des comités de soldats). Le PSU n'a de raison d'être que s'il intervient en fonction de réalités concrètes s'exprimant sur le terrain des luttes. Il lui est de toute façon impossible d'avoir un mode d'intervention analogue à des organisations comme le PC et le PS.

Actuellement, la volonté de ne pas esquisser le problème du pouvoir d'Etat nous a entraîné à entretenir des « rapports diplomatiques » avec ces organisations; à limiter — en partie volontairement mais aussi par une dynamique que nous avons contribué à créer nous-mêmes — notre capacité d'exprimer ces réalités concrètes, d'en être partie prenante. Il y a lieu de s'interroger sur le non développement de perspectives ouvertes par des actions telles que le mouvement des comités de soldats : ce n'est pas l'action militante (considérable) qu'il faut ici mettre en cause mais l'absence d'autonomie du mouvement.

Ce n'est pas en privilégiant des négociations d'ap-

pareil avec des organisations hostiles à sa stratégie que le parti peut espérer faire apparaître l'alternative autogestionnaire. D'autre part, les structures du parti (dont la crise militante actuelle n'est que le reflet) sont inadéquates à son projet autogestionnaire. A cet égard aussi, le débat doit être ouvert et mené jusqu'au bout : il reste peu de temps pour agir et si aucun changement ne survient, le parti pour l'autogestion socialiste pourrait bien devenir un parti sans utilité.

Alain CLARET ■
XIII^e section Paris

« montre moi ton organisation, je te dirai quelle société tu veux créer » texte C

Auto-organisation, autonomie, autodéfense, autogestion... Les pratiques et les idées issues de mai 68 ont été centrées sur une remise en cause radicale de la société qui s'appuie sur la démocratie directe, qui parte de la base. Cela contre une droite centraliste et bureaucratique mais aussi contre une gauche politicienne elle aussi jacobine et technocratique

Ainsi le mouvement autogestionnaire a rompu d'une part avec une déviation marxiste qui a mené droit au goulag : le stalinisme. D'autre part, avec une social-démocratie véreuse symbolisée par Jules Moch, Guy Mollet ou G. Déferre. Puisant dans l'histoire du mouvement ouvrier français (de la Commune de Paris aux anarcho-syndicalistes du début du siècle), puisant dans les luttes anticoloniales (Algérie), et anti-impérialistes (Viêt-nam), puisant dans la révolution culturelle chinoise, puisant dans les pratiques de rupture de la nouvelle gauche occidentale (autoréduction en Italie, Women's Lib américain...), nous voulons rompre définitivement avec le dogmatisme et le sectarisme.

nous ne voulons pas

Nous ne voulons pas d'une organisation — où toutes les décisions importantes passent par Paris (voir la composition du Bureau national);

— où les intellectuels placés aux postes de pouvoir, grâce à leur savoir possèdent les cartes maîtresses en main ;

— où le fonctionnement d'une direction nationale puisse être comparé à un petit parlement (avec les mœurs politiques que cela comporte) ;

— où la théorie serve, après coup, à justifier les pratiques intérieures.

nous voulons

a) Nous voulons un parti qui ait comme but prin-

cipal d'être au cœur de la classe ouvrière et qui défende, avant tout, les intérêts des exploités (femmes, ouvriers, colonisés de l'intérieur ;...). A ce titre nous pensons qu'il est urgent de créer *un secteur ouvrier et employé* digne de ce nom (l'institut ouvrier ?). Des assemblées régionales ouvrières sont nécessaires.

b) Nous voulons un parti qui ait comme but son propre dépassement. Il y a au PSU un certain nombre d'adhérents. Autour du PSU, il y a dix fois plus de militants déçus ou désabusés par le parlementarisme et le sectarisme gauchiste (qu'importe la tendance !). Ces militants n'attendent qu'une chose : la création d'un ensemble (qu'importe le nom) où ils puissent confronter leurs expériences concrètes, dépasser l'esprit de chapelle et les a-priori théoriques, et surtout être une force assez nombreuse pour aller de l'avant. La tâche urgente est donc bien, en s'appuyant sur les victoires passées comme sur les erreurs (étudier le Secours rouge) de créer un pôle révolutionnaire autogestionnaire.

c) Il faut transformer l'outil PSU. Donner les responsabilités à ceux qui sont au cœur des luttes. Créer et renforcer les secteurs d'intervention, mais aussi développer les liaisons horizontales, les structures de base. Un exemple concret : la fédération bretonne du PSU a sa propre direction, ses AG, ses congrès, son journal et dix fois plus de démocratie que la Direction politique nationale ! Bref, les régions ont besoin d'autonomie (non d'indépendance !) Nous nous reconnaissons parfaitement dans les propositions du texte C sur les structures.

d) Enfin, face à des dirigeants du texte A qui louvoient (un coup de barre à droite, un coup à gauche) et payent le prix de leurs propres erreurs (exemple : ceux qui ont au sommet décidé l'entrée de l'AMR au PSU sont ceux qui, aujourd'hui, la rejette le plus l), face à des doctrinaires, beaucoup trop agressifs et excités pour certains, du texte B, nous pensons que le PSU dans toutes ses composantes (gauche syndicale, antistaliniens exclus du PCF, gauche chrétienne, et nouvelle gauche issue de 68), doit avancer globalement et ensemble. Les deux axes du PSU sont aujourd'hui le soutien critique à l'union de la gauche et la création d'un pôle autogestionnaire autonome.

Un débat large est primordial pour établir une véritable démocratie à l'intérieur du parti (y compris au sommet). Il faut impulser des débats commune par commune, pays par pays, afin que neuf ans après 68, nous quittions le temps des querelles fratricides et suicidaires engendrées par la concentration (parisienne) du pouvoir.

**Catherine LE BARON,
Michel GUILLET,
Marc PETIT ■**